

pi

n° 165 - automne 2019

politique internationale

agnès alexandre-collier
nicole bacharan
jean-éric branaa
frédéric charillon
patrick chevallereau
jean-arnault dérens
laurent geslin
richard heuzé
ekrem imamoglu
marie jégo
adel al-joubeir
imran khan
annegret kramp-karrenbauer
dorothée schmid
bruno tertrais
thomas wieder
mosh  yaalon
shaul yanai

dossier spécial

développement : les voies africaines

mo ibrahim
denis mukwege
carlos lopes
karim el aynaoui
mabingu  ngom
frédéric de saint-sernin
stéphane richard
strive masiyiwa
thione niang
alioune ndiaye
yousseu n'dour
n'gon  fall
sindika dokolo
djaili amadou amal

imran khan le pakistan sur tous les fronts	163
bruno tertrais faut-il se préparer à la fin de l'otan ?	185
jean-éric branaa donald trump sera-t-il réélu ?	203
nicole bacharan trump face à son bilan	225
frédéric charillon et patrick chevallereau que restera-t-il de la politique étrangère de trump ?	243
jean-arnault dérens et laurent geslin balkans : la catastrophe démographique	265

dossier spécial

développement : les voies africaines

mo ibrahim la foi dans la démocratie	281
denis mukwege plaidoyer pour un leadership responsable	289
carlos lopes l'afrique, troisième partenaire de l'europe	295

karim el aynaoui vers une zone de libre-échange continentale	303
mabingué ngom la capture du dividende démographique	309
frédéric de saint-sernin au-delà de l'urgence	317
stéphane richard orange et la transformation numérique de l'afrique	325
strive masiyiwa vers la quatrième révolution industrielle	333
thione niang les nouvelles technologies au service de l'agriculture	343
alioune ndiaye le numérique, levier de développement	351
youssou n'dour la révolution du téléphone portable	359
n'goné fall les artistes, baromètres des sociétés	365
sindika dokolo l'art comme force civilisationnelle	373
djaïli amadou amal la femme, moteur de l'ambition africaine	381

*Entretien avec Karim El Aynaoui**

VERS UNE ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE

Fondé en 2014, le Policy Center for the New South (PCNS) et son équipe de 39 chercheurs associés et 25 chercheurs permanents, issus du Nord comme du Sud, s'est vite imposé dans le paysage de la recherche africaine. Classé au 8^e rang des meilleurs think tanks de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord par le Global Go Think Tank Index Report 2019, publié par l'Université de Pennsylvanie, le PCNS fait de la recherche appliquée pour accompagner les responsables des politiques publiques, sur les questions aussi bien d'économie que de développement et de relations internationales. Cette plateforme d'expertise, qui organise chaque année à Marrakech la conférence internationale « Atlantic Dialogues », propose la construction d'un « Atlantique Sud » et se veut ouverte sur le monde. Ouvrir des brèches, faire le lien entre chercheurs et décideurs tout en privilégiant une approche décomplexée de l'Afrique : telle est la mission que s'est fixée son président, Karim El Aynaoui. Docteur en économie de l'université de Bordeaux, il a travaillé huit ans pour la Banque mondiale (régions Moyen-Orient, Afrique du Nord et Afrique) avant de diriger de 2008 à 2012 les études et les relations internationales de la Bank Al-Maghrib, la Banque centrale du Maroc.

Politique Internationale — *Aide ou investissement privé, capital humain ou infrastructures... En quels termes faut-il penser aujourd'hui le développement de l'Afrique ?*

Karim El Aynaoui — À mon sens, ces oppositions n'ont pas lieu d'être. Au plan de l'exécution des politiques publiques, les questions se posent en termes de séquences et de choix à faire, en fonction des contraintes budgétaires. Sur la question de l'aide ou de l'investissement, les pays ont clairement besoin de flux

* Président du Policy Center for the New South (Rabat). Doyen de la Faculté d'économie et de sciences sociales de l'Université polytechnique Mohammed VI. Conseiller du PDG de l'Office chérifien des phosphates (OCP Group).

d'investissement non générateurs de dette. Cela étant, des montants de dette peuvent être transformés en mécanismes de garantie, et ainsi faire baisser le risque et attirer des investissements, notamment dans les infrastructures. Ces investissements peuvent avoir un impact énorme sur la croissance, surtout s'ils se soucient d'avoir une faible empreinte carbone. Pour l'instant, l'Afrique ne se trouve que partiellement au diapason du langage et des pratiques très codifiées du monde international du financement des infrastructures. La situation actuelle exige du leadership et des champions. Les institutions multilatérales, comme la Banque mondiale ou la Banque africaine de développement (BAD), ont un rôle important à jouer. En parallèle, l'accent doit être mis sur l'investissement dans le capital humain. L'Afrique ne peut pas se permettre de perdre des générations entières faute de pouvoir les scolariser. De ce point de vue, l'investissement privé dans l'éducation paraît fondamental, avec des partenariats public-privé (PPP) qui restent à imaginer. Ces questions présentent un degré élevé de complexité, car elles touchent à la capacité des gouvernements, à la place des différents acteurs du développement, ainsi qu'au nécessaire renouvellement des institutions bilatérales et multilatérales, dans un environnement financier pas toujours adapté aux enjeux de l'Afrique contemporaine.

P. I. — *Comment l'approche marocaine de l'Afrique se définit-elle ?*

K. E. A. — Comme d'autres pays africains, le Maroc affiche le profil d'une économie extravertie, échangeant plus avec le monde développé qu'avec les pays ayant un niveau de développement similaire. Depuis quinze ans, le royaume cherche à corriger ce biais historique en se montrant proactif. Cette stratégie demande du leadership, incarné par le souverain, mais aussi de la volonté et de l'énergie. Le commerce avec l'Afrique a beaucoup augmenté, en particulier avec l'Afrique de l'Ouest, et des succès ont été enregistrés dans les télécommunications, la finance et les infrastructures. Le Maroc est devenu l'un des premiers investisseurs sur le continent. À cet égard, son retour au sein de l'Union africaine (UA) prend une dimension politique importante.

Soixante ans après les Indépendances, le rapport de l'Afrique au monde se transforme, sur fond de remise en question du multilatéralisme. On assiste à un vaste mouvement de renaissance, d'émergence, dont le Maroc fait partie. Il reste à vaincre les contraintes de la géographie en développant notamment des routes aériennes avec plus d'interconnexions. On l'oublie souvent,

l'Afrique est un continent très vaste. Il est possible de faire entrer dans la carte qui la représente toute l'Europe, les États-Unis, l'Inde et la Chine.

P. I. — *La redistribution des richesses pratiquée au Maroc peut-elle être considérée comme un modèle à l'échelle de l'Afrique ?*

K. E. A. — C'est une expérience, avec ses réussites et ses échecs. L'effort de construction et de rénovation des infrastructures mené depuis 25 ans a porté ses fruits : outre les routes, l'eau et l'électricité sont désormais disponibles dans 100 % des foyers marocains. Cet effort relève de la solidarité, car il a surtout bénéficié au monde rural, où seuls 30 % à 40 % de la population avaient accès à l'électricité. Cela a été possible grâce à l'efficacité de l'administration — qui n'est pas nouvelle —, en particulier des services fiscaux qui organisent la collecte des impôts. Les recettes fiscales représentent 26 % du PIB — un niveau proche de la moyenne des pays de l'OCDE. Elles permettent de redistribuer les ressources via des programmes sociaux, dont l'éducation gratuite dans le secteur public. Le taux de scolarisation dans le primaire atteint 100 %. Mais des problèmes demeurent, notamment la qualité de l'enseignement et la forte proportion d'élèves qui quittent l'école avant l'âge de 16 ans. Parmi les défis persistants figurent la décentralisation, la lutte contre les inégalités et la création d'opportunités sur l'ensemble du territoire.

P. I. — *La façade atlantique de l'Afrique et l'importance de ses échanges avec l'Amérique latine sont-elles un angle mort de la vision du développement du continent ?*

K. E. A. — C'est une vraie question. Le Maroc, qui est plus centré sur la Méditerranée et ses relations avec l'Europe, a lui-même redécouvert sa façade atlantique — une donnée qui ne compte pas encore comme une catégorie dans les relations internationales. Le Maroc est assimilé à la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, alors qu'il est plus africain que « golfique ». Sa composante arabe, certes importante, ne l'empêche pas d'être bien d'autres choses ! L'accent mis sur le littoral atlantique, sur lequel le PCNS travaille beaucoup avec le rapport *Atlantic Currents* et la conférence annuelle *Atlantic Dialogues*, vise à changer les cartes mentales. L'objectif est d'inviter nos amis du Nord à envisager l'Atlantique Sud comme un espace de coopération, de croissance et de paix. L'intégralité de la façade atlantique de l'Afrique représente, à nos yeux, un axe de coopération possible.

P. I. — *Pensez-vous que les nouvelles données géostratégiques continuent à faire de l'Afrique un terrain de jeu pour les grandes puissances, comme au temps de la guerre froide ?*

K. E. A. — C'est un risque que certains ne manquent pas de souligner en raison de la compétition entre la Chine et les États-Unis, la Russie et l'Europe. L'Afrique sera-t-elle contrainte de se ranger dans un camp ou dans l'autre ? Nous n'en sommes pas là. Le conflit du Moyen-Orient s'invite aussi dans un certain nombre de pays, avec des perceptions différentes de l'islam incarnées par les chiïtes et les sunnites.

L'Afrique ne connaît aujourd'hui que très peu de différends frontaliers ou de conflits entre États. Les défis sont plutôt d'ordre interne, ou liés à des mouvements terroristes. Le risque paraît pour l'instant maîtrisé, sur fond d'intérêts économiques concurrents dont le continent peut tirer parti. La vigilance reste de mise, il est vrai, sur l'évolution des relations entre la Chine et les États-Unis. Mais, aujourd'hui, les zones de tension sont plus aiguës en mer de Chine qu'en Afrique.

P. I. — *La relation entre l'Afrique et l'Europe est-elle parasitée par l'exploitation politique du thème de la migration en Europe ?*

K. E. A. — La question est en effet devenue un enjeu de politique intérieure majeur, et un sujet de division pour les Européens. Du point de vue de l'Afrique, ces enjeux internes peuvent se comprendre, mais ne résument pas tout et n'empêchent pas la possibilité de coopérer. Face à une Europe préoccupée par le Brexit, les contrecoups de la crise financière internationale et la montée des populismes, le sentiment qui prévaut en Afrique est celui d'une relation sous-optimale. Il est possible de mieux faire et d'approfondir le dialogue ! Alors que la Chine a annoncé sa stratégie à l'égard de l'Afrique, il faut que les Européens se prononcent eux aussi. S'ils disent ce qu'ils font et font ce qu'ils disent, ils trouveront du côté africain de l'enthousiasme et des réponses motivées. La relation avec l'Europe paraît non seulement naturelle, mais importante, en raison de la diaspora, de l'histoire et d'une proximité culturelle portée notamment par les langues française, anglaise et portugaise.

P. I. — *Démographie, problèmes de sécurité dans le Sahel, États faibles... Quelles sont les tendances les plus inquiétantes ?*

K. E. A. — La sécurité et la faiblesse des États sont liées, et touchent aux conditions fondamentales du développement. Quant

à la démographie, elle représente un sujet important, mais que l'on surestime quelque peu à mon sens. Le Maroc, par exemple, a connu une transition démographique bien plus rapide que prévu et l'Afrique reste un continent peu peuplé... Les problèmes de sécurité paraissent les plus préoccupants, car ils rendent la vie des gens très difficile. Toutes proportions gardées, les institutions multilatérales devraient considérer les dépenses de sécurité comme des dépenses de développement, en particulier au Mali, au Burkina et dans le Sahel où la situation sécuritaire reste un enjeu fondamental.

P. I. — *Et quelles sont, au contraire, les tendances qui selon vous sont porteuses d'espoir ?*

K. E. A. — Un pays n'est rien d'autre que la somme de ses capacités humaines. Il en va de même pour le continent, qui vient de donner l'exemple en termes de commerce. À un moment où le protectionnisme refait surface, l'Afrique a envoyé un formidable signal en créant une zone de libre-échange. L'ère numérique recèle également un potentiel extraordinaire. Ces technologies permettent de faire des « leapfrogs », des sauts de grenouille, et de sauter ainsi certaines étapes du développement.

Le transfert massif de technologies en direction de l'Afrique représente un bien commun mondial qui doit être organisé et pensé comme tel, pour que le développement s'accompagne d'une faible empreinte carbone. Selon une source japonaise, si l'on couvrait un tiers du Sahara, du Maroc à l'Éthiopie, de panneaux solaires et d'éoliennes, on pourrait satisfaire quatre fois la consommation mondiale d'énergie ! Les enjeux climatiques constituent un formidable défi pour les institutions internationales, dont la plupart datent de l'après Seconde Guerre mondiale. On ne pourra pas faire l'économie d'une réforme des institutions de Bretton-Woods et peut-être même du système des Nations unies.

Troisième tendance prometteuse : les sociétés africaines sont connues pour leur aptitude au dialogue — un trait de caractère qui contribuera au succès de la zone continentale de libre-échange et permettra au continent de transformer les modalités de son insertion dans l'économie mondiale. Il n'y a pas de raison que l'Afrique ne réussisse pas !